

Gautier DELEGLISE
Tom BLANCHET
Lucas CLEMENTEÏ
Nicolas JANNOLFO
Tom-Brian GARCIA

3IRC
CPE Lyon
(2018 - 2021)

Économie

Rapport de recherche documentaire

État de l'économie Française



Mars 2019

Sommaire

Introduction	4
Les principaux indicateurs de l'économie	5
Indicateurs de productions	5
Indicateurs de revenus et de richesse	7
Indicateurs de développement	8
Autres indicateurs	9
Chômage	9
Secteurs d'activités	11
La dette	13
Inflation	14
Historique de l'économie française	15
Jusqu'en 1945	15
De 1945 à 2008	17
Bilan économique des deux derniers présidents	19
Etat de l'économie actuelle	21
Chiffres et Indicateurs	21
Comparaison aux autres pays	26
Prévisions pour 2019	28
Prévisions pour 2030	30
Conclusion	31
Sitographie	32

Introduction

Ce document a pour vocation de synthétiser nos recherches sur l'état de l'économie Française à ce jour. En effet, le contexte économique actuel est parfois complexe à comprendre, et l'on entend beaucoup de choses à ce sujet, vraies comme fausses. Il existe également de nombreux outils permettant d'évaluer la santé économique d'un pays, mais nous ne les connaissons pas tous, et surtout nous devons prendre conscience de leurs limites, vis-à-vis de l'évolution de nos sociétés. Divers organismes européens, mais aussi mondiaux, alertent régulièrement nos politiques à ce sujet, et l'appareil statistique français est en constante évolution, prenant en compte de plus en plus de paramètres pour ne pas se limiter aux indicateurs de croissance économique purs, mais prendre en compte la santé, l'éducation, le niveau de vie, et même plus récemment le trafic de drogue !

Afin d'essayer d'approfondir nos connaissances sur ces sujets, nous commencerons par lister et détailler les principaux indicateurs permettant d'évaluer l'économie d'un pays et son évolution, avant de faire un historique de l'économie de notre pays, du 19ème siècle à nos jours, avant de plonger dans les chiffres de notre économie actuelle, afin notamment de les comparer avec ceux de nos pays voisins. Pour finir, nous ferons également une synthèse des prévisions qui ont pu être faites à ce jour, pour l'année 2019, ou à plus long terme.

A. Les principaux indicateurs de l'économie

a. Indicateurs de productions

➤ PIB

Le PIB (**P**roduit **I**ntérieur **B**rut) est un indicateur de la santé économique d'un territoire (monde, pays, région, etc.) et donc de sa richesse. Pour la France, c'est l'**I**nstitut **N**ational de la **S**tatistique et des **É**tudes **É**conomiques (INSEE) qui calcule le PIB. Ce dernier représente la somme des richesses créées pour une année sur un territoire. Pour calculer le PIB, on fait la somme des valeurs ajoutées, c'est-à-dire la somme des productions non marchandes (une heure de cours donnée à l'école par exemple) ainsi que les productions marchandes (CA des entreprises moins consommations intermédiaires).

Cet indicateur englobe tous les acteurs économiques présents sur un territoire donné, qu'ils soient nationaux ou étrangers, mais il ne prend pas en compte la richesse produite par les agents économiques hors de leur territoire d'origine.

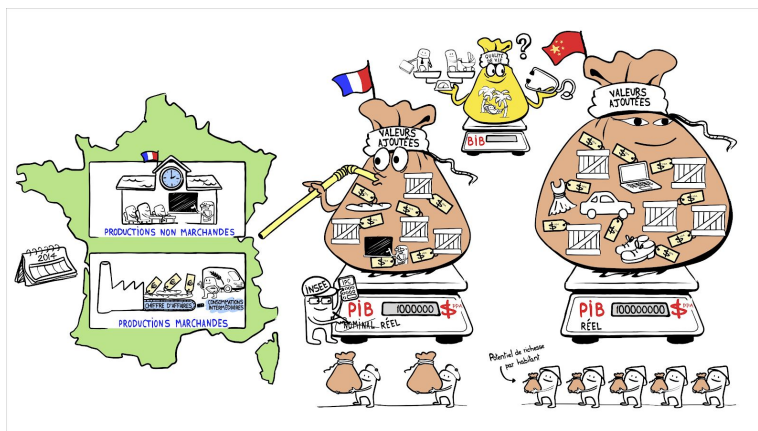


Schéma ludique expliquant le fonctionnement du PIB

Pour pérenniser cet indicateur et le rendre plus interprétable, il suffit de diviser le PIB total par le nombre total d'habitant du pays pour se rendre compte du potentiel de richesse de chaque habitant. De plus, il faut aussi convertir les monnaies dans une monnaie unique représentative, le **\$ PPA (Parité de Pouvoir d'Achat)**.

Néanmoins, le PIB a ses limites : il est un indicateur de la croissance économique et de la richesse d'un pays par exemple, mais il ne permet pas de mesurer le bien-être social de ses habitants. En effet, il ne comptabilise pas, par exemple, les activités domestiques non rémunérées telles que s'occuper de ses enfants, cuisiner, jardiner, etc.. qui pourtant représentent 60 milliards d'heures de travail par an selon l'INSEE, et il ne prend pas non plus en compte les activités bénévoles, également sources de richesses. Un nouvel indicateur commence à apparaître mais concernant la qualité de vie : le BIB (**B**onheur **I**ntérieur **B**rut).

➤ **PNB**

Le PNB (**P**roduit **N**ational **B**rut) comptabilise la valeur des biens et services créés, moins la valeur des biens et services détruits/transformés durant le processus de production dans les entreprises et les autres agents économiques, de même nationalité, qu'ils soient implantés sur le territoire (le plus souvent, on prend le pays comme zone géographique), mais aussi à l'étranger.

En résumé, le PNB c'est :

$$\mathbf{PNB} = \mathbf{PIB} + (\text{revenu sur les investissements nets réalisés à l'étranger})$$

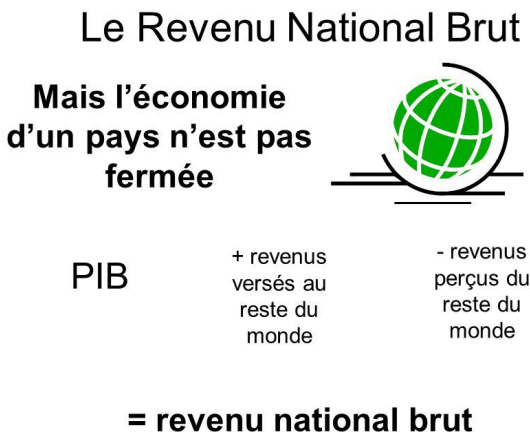
Cet indicateur, à la différence du PIB, inclut les produits nets provenant de l'étranger. Le PNB reflète davantage la richesse et donc le niveau de vie d'un pays. Le PNB n'est plus calculé dans les pays membres de l'Union européenne depuis 1993. Il a été remplacé par le **Revenu National Brut (RNB)**. Celui-ci se révèle plus représentatif de l'économie française.

b. Indicateurs de revenus et de richesse

➤ RNB

Le **R**evenu **N**ational **B**rut (RNB), ou **G**ross **N**ational **I**ncome (GNI) en anglais, représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, les revenus de la propriété (à recevoir moins à payer), excédent d'exploitation (brut ou net) et revenu mixte (brut ou net).

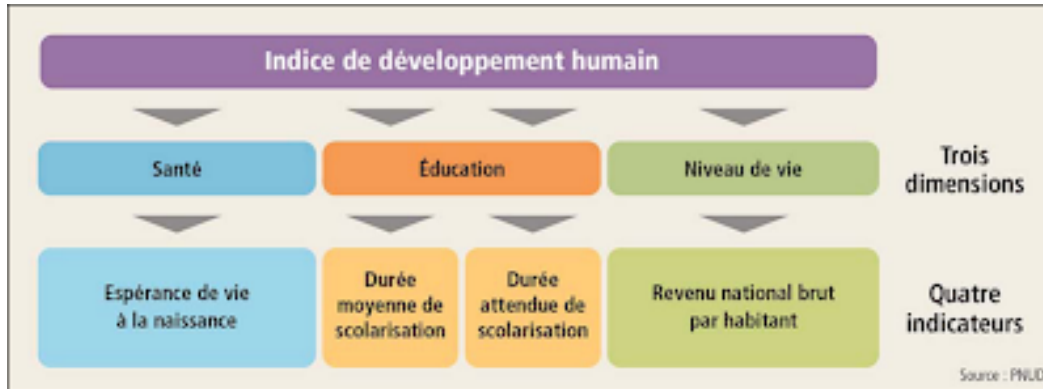
Plus simplement, le RNB mesure le revenu total des agents résidant sur le territoire français.



Il est très similaire au Produit intérieur brut (PIB). On passe du PIB au RNB en ajoutant les flux de revenus (revenus d'activité, revenus de la propriété, subventions moins impôts sur la production) reçus de l'étranger et en retranchant les flux de revenus versés à l'étranger. C'est l'indicateur le plus utilisé pour évaluer la richesse d'un pays. Le revenu national brut en parité de pouvoir d'achat (PPA) est le RNB converti à un taux de change qui permet de gommer les différences de prix entre pays, au même titre que le PIB.

c. Indicateurs de développement

➤ IDH



L'IDH (Indice de développement Humain) est l'indicateur le plus connu pour jauger le développement humain d'un pays. Ce dernier se base sur des données qualitatives et quantitatives et sa formule a été mise à jour en 2010.

Voici sur quoi l'IDH se base :

- ❖ **l'espérance de vie à la naissance** (qui donne une idée de l'état sanitaire de la population du pays),
- ❖ le **niveau d'instruction** mesuré par la durée moyenne de scolarisation et le taux d'alphabétisation,
- ❖ le **PIB par habitant**, calculé en parité de pouvoir d'achat,

L'IDH se présente comme un nombre compris entre 0 et 1. Plus l'IDH se rapproche de 1, plus le niveau de développement du pays est élevé, et inversement si il se rapproche de 0.

A noter qu'il existe un indice dérivé de l'IDH qui se nomme le GDI (**G**ender-related **D**evelopment **I**ndex), qui en plus des données prises en compte par l'IDH prend les disparités liées au genre, soit les différences de situation de vie entre les hommes et les femmes du pays étudié.

d. Autres indicateurs

➤Chômage

La définition et la mesure du chômage est complexe et extrêmement sensible aux critères retenus. En effet, les frontières entre emploi, chômage et inactivité sont parfois floues (exemple d'un étudiant qui travaille quelques heures par semaine...). En France, 2 organismes mesurent le chômage, l'INSEE et Pôle Emploi. L'INSEE se base sur le référentiel international, le BIT (**B**ureau **I**nternational du **T**ravail).

Celui-ci, a fourni une définition stricte du chômage, mais qui ignore cependant certaines interactions qu'il peut y avoir avec l'emploi (travail occasionnel, sous-emploi, qui ne sont pas considéré comme du chômage), ou avec l'inactivité : en effet, certaines personnes souhaitent travailler mais sont « classées » comme inactives, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (dans les deux semaines qui suivent la question), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi, ou bien encore, elles n'ont pas travaillé lors de la semaine de référence annoncé par le BIT. Ces personnes forment ce qu'on appelle un « halo » autour du chômage. Ce « halo » est calculé par l'INSEE à partir de l'enquête Emploi.

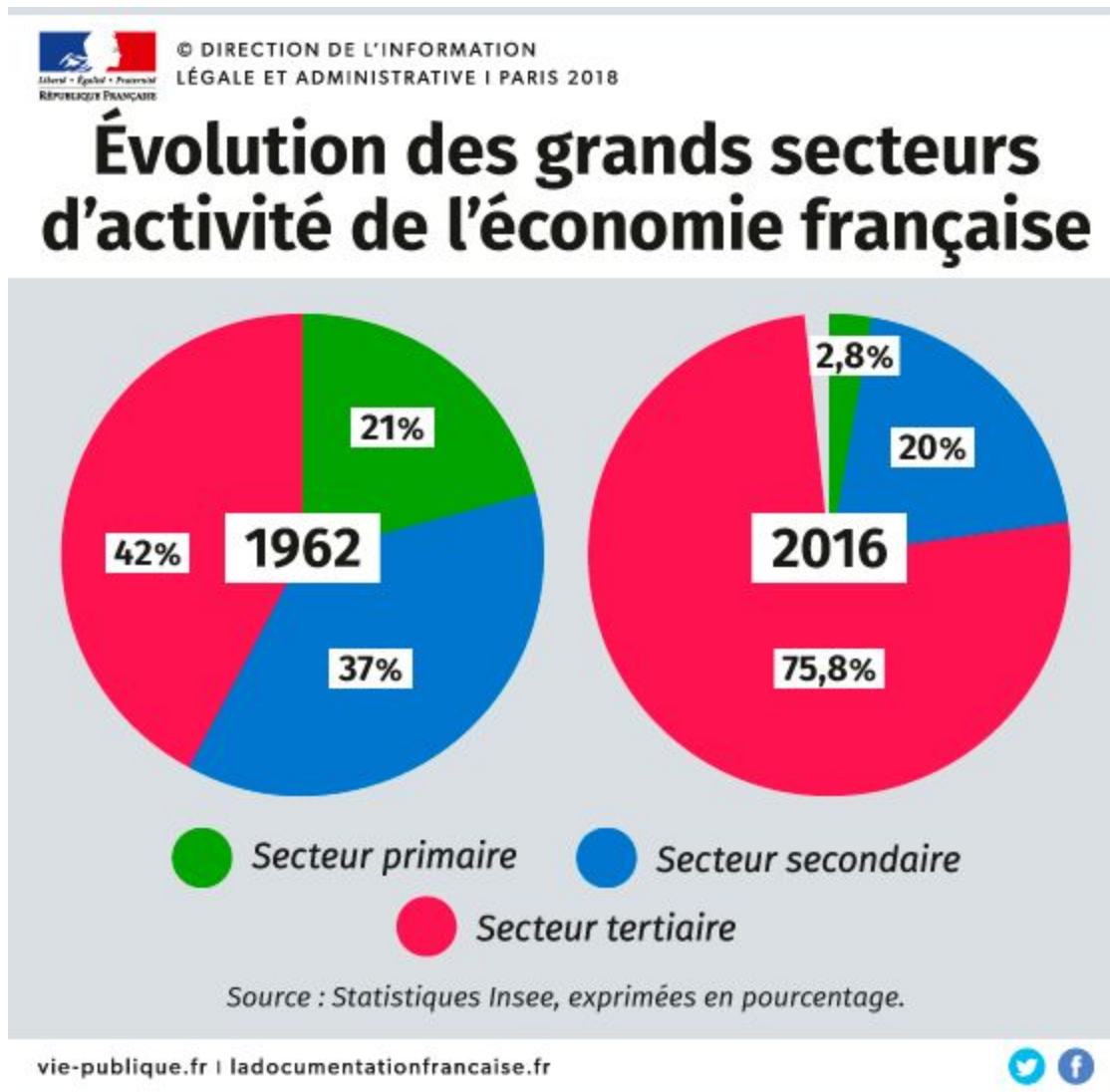


Concernant le Pôle Emploi, les chômeurs sont répertoriés en 5 catégories comme décrites ci-dessous. Celle qui est la plus proche des recommandations du BIT est la catégorie A.

Catégories	Demandeurs d'emploi concernés
A	Personne sans emploi, tenue d'accomplir des <u>actes positifs de recherche d'emploi</u> , à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps <u>partiel</u> , <u>temporaire</u> ou <u>saisonnier</u>)
B	Personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi
C	Personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi
D	Personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en formation, en maladie, etc.)
E	Personne pourvue d'un emploi, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi

L'INSEE et le BIT calculent le nombre de chômeurs différemment, avec des conditions différentes. Il faut donc prendre avec précautions les chiffres et données. De plus, l'INSEE calcul le nombre de chômeur chaque trimestre alors que le pôle emploi mensuellement.

➤ Secteurs d'activités



Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale.

Aujourd'hui, il y a trois secteurs d'activités principaux :

- ❖ Le **secteur primaire** regroupe l'ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mines, gisements. Toutefois, selon le point de vue, les industries extractives peuvent aussi être classées dans le secteur secondaire.
- ❖ Le **secteur secondaire** regroupe l'ensemble des activités qui consiste en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières (industries manufacturières, construction).
- ❖ Le **secteur tertiaire** se définit par complémentarité avec les activités agricoles et industrielles (secteurs primaire et secondaire). Il se compose du tertiaire marchand (commerce, transports, activités financières, services rendus aux entreprises, services rendus aux particuliers, hébergement-restauration, immobilier, information-communication) ainsi que du tertiaire non-marchand (administration publique, enseignement, santé humaine, action sociale).

➤ La dette

Nous allons répondre en plusieurs points à la question suivante :

qu'est-ce que la dette publique ?

➤ À quoi correspond cette dette publique ?

La dette publique peut être divisée en plusieurs parties. La partie principale (80 % de la dette publique), c'est la dette de l'État, environ 1 700 milliards d'euros. Il faut y ajouter la dette de la Sécurité sociale (233 milliards d'euros), la dette des collectivités locales (194 milliards) et celle des administrations centrales, c'est-à-dire les organismes comme le CNRS (18 milliards d'euros).

Au total, la dette publique s'élève donc à 2 100 milliards d'euros. En 1974, la dette publique ne représentait que 20% du PIB. Les causes de cette dette peuvent être les crises économiques et la diminution des revenus de l'État par exemple.

➤ Quel est le coût de la dette ?

Quand l'État emprunte, il doit ensuite rembourser, avec des intérêts. Plus de 40 milliards d'euros d'intérêts sont ainsi versés chaque année, au titre des intérêts de la dette. C'est le deuxième poste de dépense du budget de l'État.

➤ La France doit-elle rembourser sa dette ?

Un pays peut très bien ne jamais rembourser la totalité de ses dettes, et ceci pour une bonne raison, c'est parce qu'il n'est pas un humain : étant donné que le pays ne meurt jamais, il pourra toujours différer ses remboursements. En revanche, un pays doit absolument rembourser les intérêts de sa dette. Dans le cas contraire, il ne trouvera plus jamais d'investisseurs (ou peut-être à de très forts taux). Même si le pays ne rembourse pas sa dette, il doit donc quand même montrer que les autres pays avoir confiance en lui en remboursant ses intérêts et montrant qu'il sait gérer son argent.

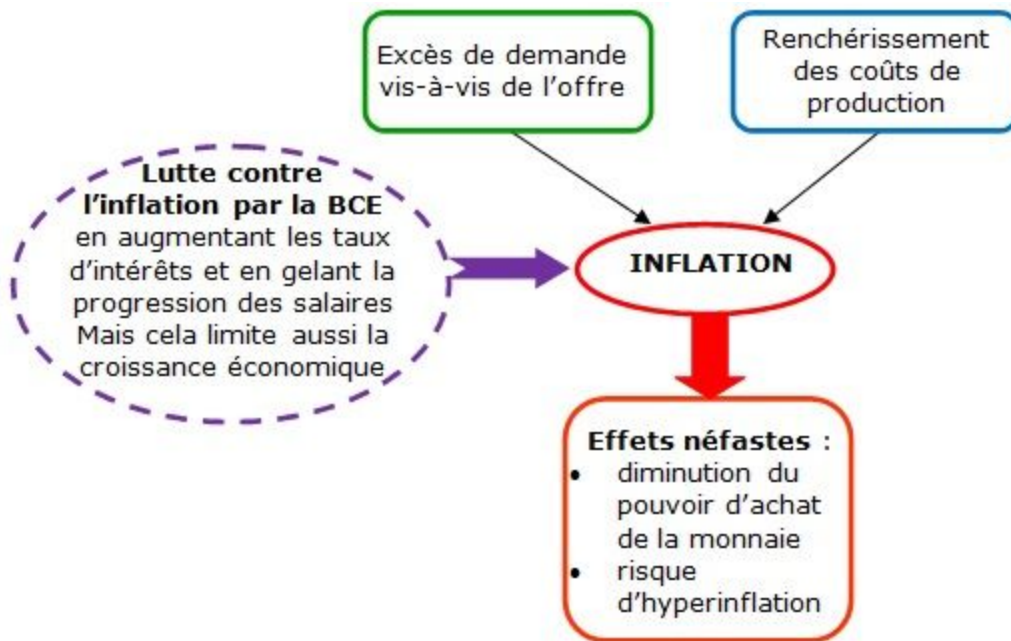
➤ Inflation

Il s'agit de la manifestation de la hausse du niveau général des prix. C'est un phénomène macroéconomique qui n'est révélateur que de la hausse des prix. L'inflation est un phénomène qui s'auto-entretient: la hausse des prix engendre une nouvelle hausse, et s'ensuit un effet domino. Par exemple, si les salariés demandent une revalorisation de leurs salaires, les profits des entreprises vont diminuer, ce qui va les inciter à augmenter le prix de leurs produits, et donc cela sera répercuté sur la hausse des salaires, d'où l'effet domino. Constatant l'augmentation du prix des produits et donc la diminution de leur pouvoir d'achat, les ménages demandent une revalorisation de leur salaire et vice versa. C'est ce qu'on appelle la spirale inflationniste.

L'inflation ne doit pas être confondue avec :

- ❖ **Hyperinflation** : forte inflation (ex : en Allemagne en 1922-1923, lorsqu'il fallait une brouette pleine de billet pour acheter une baguette de pain)
- ❖ **Stagflation** : combinaison d'inflation et de chômage (ex : après le premier choc pétrolier)
- ❖ **Désinflation** : ralentissement durable de la hausse des prix (elle doit durer dans le temps)
- ❖ **Déflation** : baisse des prix, qui peut résulter d'une récession économique, de la chute de la demande des ménages (la demande diminuant, les prix baissent)

La hausse des prix est mesurée avec l'Indice des Prix à la Consommation Nationale (IPCN). Voici un schéma récapitulatif de l'inflation :



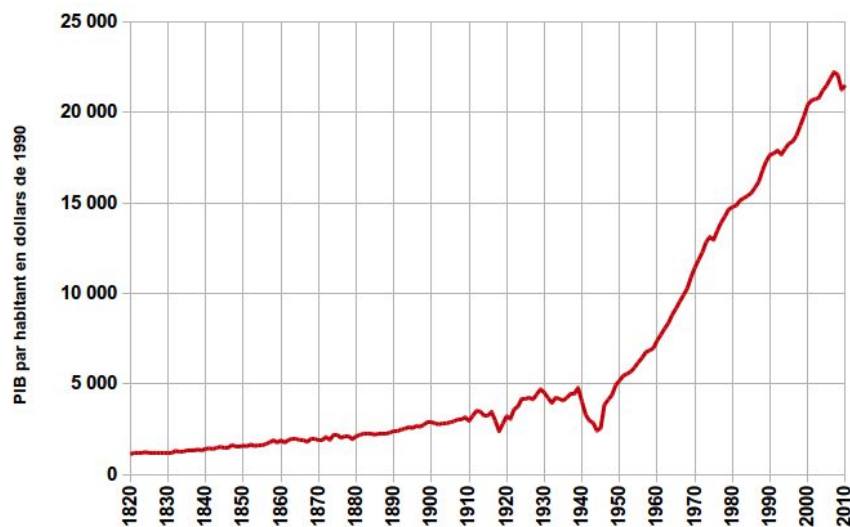
B. Historique de l'économie française

a. Jusqu'en 1945

Au 19ème siècle, la France a été un certain temps le pays le plus puissant économiquement parlant au sein de l'Europe, principalement grâce à sa démographie. Après un décollage industriel avec du retard, elle réussit à produire 10% de la production mondiale en 1880. Cependant, après quelques années, la France a vu sa croissance démographique faiblir, et sa croissance économique en a fait alors de même. Les deux guerres mondiales du 20ème siècle auront eu un fort impact sur l'économie européen, et plus particulièrement sur la France.

b. De 1945 à 2008

Durant la période de 1946 à 1973 qui a séparé la seconde guerre mondiale et le premier choc pétrolier, la France a vécu une période de très forte croissance démographique qui a été nommée "Les Trente Glorieuses" par l'économiste Jean Fourastié en 1979. En effet, le PIB* d'un habitant a augmenté de 5% par an contre 2% par le passé (voir image ci-dessous).

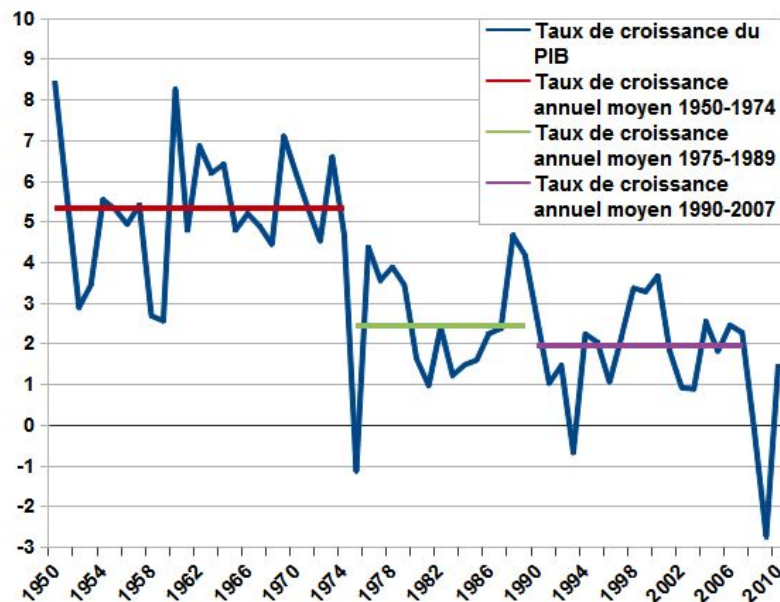


PIB par habitants en France et en dollars de 1820 à 2010

Cette croissance économique a permis à la France de rattraper son retard qu'elle avait sur les Etats-Unis notamment sur le plan technologique. Le revenu moyen d'un français était environ deux fois moindre que celui d'un habitant des Etats-Unis en 1950, contre 80% en 1973. D'après les économistes, il y a plusieurs raisons à cette forte croissance économique. Tout d'abord, les femmes n'étaient plus aux foyers mais travaillaient et ceci a permis d'augmenter le revenu moyen familial. De plus, après la guerre et pendant les Trente Glorieuses, la France a connu le "Baby boom". Plusieurs centaines de milliers de naissances ont été enregistrées jusqu'en 1973, ce qui a augmenté le nombre de consommateurs dans le pays.

Pour terminer, la France a augmenté sa productivité en imitant les Etats-Unis et également grâce à l'approfondissement du fordisme.

Cette période de croissance économique a été suivie par le premier choc pétrolier, conséquence de l'effondrement du dollar Américain. Cette crise économique "mondiale" a augmenté le taux de chômage en France. Celui-ci, qui était presque inexistant dans les années 1960, a atteint les 8.7% en 1985. En effet, la crise pétrolière a eu de l'impact autant sur les entreprises qui ont vu leurs coûts de production s'envoler que sur les consommateurs qui ont également vu leurs factures d'énergie s'envoler.



Taux de croissance économique de la France (PIB) de 1950 à 2007

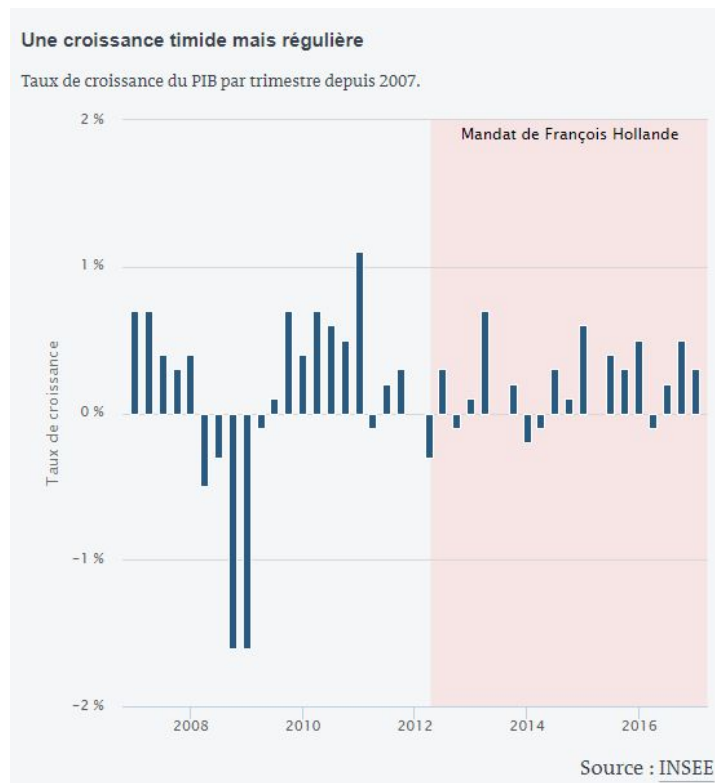
Par la suite, le chômage a continué dans sa lancée et entre 1982 et 1990, trois millions de demandeurs d'emploi ont été recensés. Cette augmentation du nombre de chômeurs est en partie due à une baisse de la part de marché de la France sur l'exportation mais également à la modernisation des usines, qui mettent en place l'automatisation des tâches pour réduire les coûts de main d'oeuvre. Enfin, la dette de la France n'a fait qu'augmenter proportionnellement au nombre de chômeurs, mais également à cause des indemnités maladies et du paiement des retraites.

La population qui ne travaillait pas augmentait, mais pas les revenus des citoyens ni ceux de l'Etat.

c. Bilan économique des deux derniers présidents

Le président de 2007 à 2012, Nicolas Sarkozy, a été élu dans le principal but de redresser les finances publiques. Pendant son quinquennat, la France a vu ses dettes augmenter de près de cinq cent milliards d'euros. On pourrait donc dire à première vue, que le mandat de Nicolas Sarkozy a été un désastre pour l'économie du pays, mais nous allons analyser ses actions relatives à l'économie pour nous faire une idée plus ouverte sur la question. Celui-ci a mis en place dès le début de son quinquennat un plan de relance d'un montant de vingt-six milliards d'euros afin d'éviter les blocages interbancaires lors de la crise économique. Ce plan de relance a été suivi par un emprunt de trente-cinq milliards d'euros pour financer la recherche dans divers domaines. Néanmoins, la France a su mieux résister à la crise économique que la plupart des autres pays européens. Finalement, la dette de la France n'a pas augmenté seulement à cause du président, mais surtout à cause de la crise économique qui était déjà présente mondialement.

François Hollande, quant à lui, avait pour principal objectif de réduire le taux de chômeurs en France, qui a finalement augmenté de 28% entre 2012 et 2015. Cependant, malgré une légère baisse du taux de croissance économique, celui-ci a quand même réussi par la suite à le remonter pour atteindre environ 1%.



Taux de croissance de la France entre 2009 et 2016

C. Etat de l'économie actuelle

a. Chiffres et Indicateurs

La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) a ralenti depuis 2017. Cette année là, sa croissance était de +2,3%, pour seulement +1,5% en 2018. Cependant, il reste important, puisqu'il s'élève (pour l'année 2018) à 2925 milliards de dollars américains. En ce début d'année 2019, il continue de progresser lentement, et a atteint les 572,8 milliards d'euros.

**Produit
intérieur brut
(parité
nominale)**

▲ 2 925,096 milliards de US\$
(2018) (6/193)¹

PIB par secteur

agriculture : 2 %
industrie : 20,1 %
services : 77,9 % (2017)⁴

Le PIB à parité du pouvoir d'achat (PIB PPA) a atteint les 2960 milliards de dollars américains pour la France sur l'année 2018.

**Produit
intérieur brut
en PPA**

▲ 2 960,251 milliards de US\$¹
(2018) (10/193)

**PIB par
habitant en
PPA**

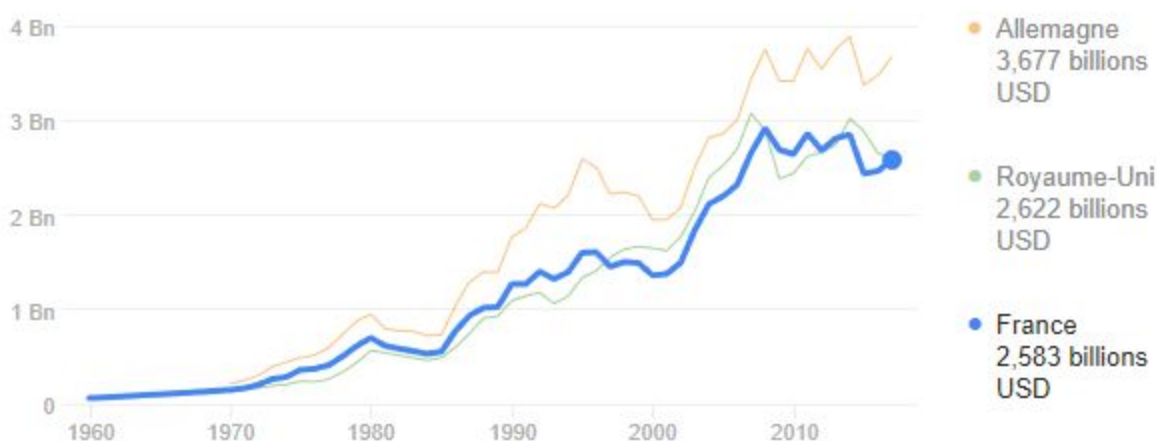
▲ 48 937,261 € (26/193)³
(2018)

Le Revenu National Brut (RNB, GNI en anglais) français s'élevait à 45 286 euros par habitants en 2017. L'Indice de Développement Humain (IDH) de la France, quand à lui, s'élève en 2018 à 0.901. Il s'agit d'un excellent score puisque l'IDH est compris entre 0 et 1.

**PIB par
habitant en
PPA**

▲ 48 937,261 € (26/193)³
(2018)

Le taux de chômage en France pour le dernier trimestre de l'année 2018 varie entre 8,5% et 8,8%, selon si on inclut la France Outre-mer (hors Mayotte) ou non. En termes de population active, la France comptabilise 30,2 millions de personnes en 2018. L'inflation (IPC), en France, a atteint la valeur de 2,2% en 2018. Cela induit donc une perte de pouvoir d'achat pour la monnaie française puisque cette inflation se base sur une mesure de l'augmentation générale et durable des prix.



Pourcentage du PIB consacré aux prélèvements (46% pour la France)

La production globale française s'accélère de façon remarquable (+ 2,5 % en 2017 après une année 2016 à + 1,5 %). Il en va de même pour les consommations intermédiaires (+ 2,9 % après + 1,9 %). La production manufacturière en volume poursuit le même chemin (+ 2,1 % après + 1,7 %), bien qu'elle demeure inférieure de 5 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. Sa progression s'accroît dans la plupart des branches, à l'exception de l'agroalimentaire (baisse jusqu'à + 0,3 % après + 0,7 %). La production agricole se redresse après une très mauvaise année 2016 (+ 2,2 % après - 5,4 %) tandis que la production de gaz et d'électricité croît au même rythme qu'en 2016 (+ 1,3 %). L'accélération de la production est

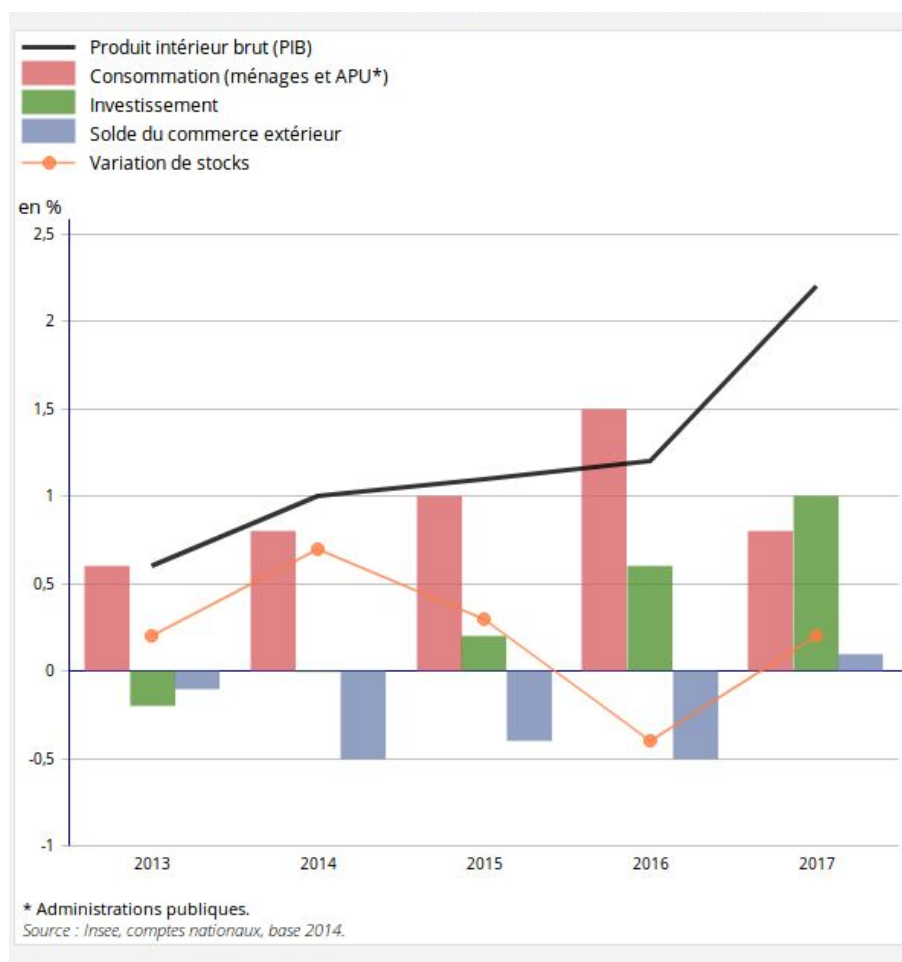
également marquée dans la construction (+ 3,4 % après + 0,2 %) ainsi que dans la plupart des branches de services principalement marchands (+ 3,0 % après + 1,9 %). La consommation générale est en baisse en 2017 (+ 0,8 point après + 1,4 point). À l'inverse, le commerce extérieur (+ 0,1 point après - 0,5 point), l'investissement des entreprises (+ 0,7 point après + 0,5 point) comme celui des ménages (+ 0,3 point après + 0,1 point), ainsi que les variations de stocks sont à la hausse pour cette année 2017 (+ 0,2 point après - 0,4 point).

Les dépenses de consommation des ménages ont nettement régressé en volume en 2017 (on passe de + 2,1 % en 2016 à + 1,0 % l'année suivante). Cela dit, le rebond des dépenses des touristes étrangers (+ 8,2 % après - 5,9 % en 2016) compense en partie la diminution de la part de consommation des familles françaises. Les dépenses alimentaires se stabilisent (croissance nulle après + 0,9 %) alors que celles en énergie, eau et déchets diminuent légèrement (- 0,6 % après + 2,4 %). En revanche, les achats de biens manufacturés restent à la hausse (+ 1,4 % après + 1,9 %) : les dépenses en matériels de transport (par exemple les voitures) perdent un peu de leur dynamisme (+ 4,1 % après + 7,4 %) tandis que celles en « autres biens manufacturés » accélèrent (+ 1,0 % après + 0,2 %) : on peut prendre pour exemple le textile et les habits. Les dépenses en services continuent d'augmenter (+ 0,9 % après + 0,8 %) : ce secteur est grandement porté par les services de transport (+ 2,9 % après + 1,3 %), l'hébergement et la restauration (+ 4,7 % après + 3,0 %) ainsi que l'information et la communication (+ 1,2 % après - 0,9 %).

L'investissement des ménages français est en forte progression (+ 5,6 % après + 2,8 %), du fait à la fois d'achats très dynamiques de logements neufs et du nombre record de transactions enregistrées dans l'ancien. L'investissement public, malgré une diminution des livraisons de matériels militaires, accélère en 2017 (+ 1,4 % après + 0,2 %), porté notamment par le secteur des bâtiments ainsi que les travaux publics. L'investissement des entreprises non financières (ENF) accélère

encore en 2017 (+ 4,1 % après une croissance de + 3,4% en 2016). Les décisions des entreprises influent également sur l'activité via leur comportement de stockage. En 2017, les entreprises ont davantage stocké que l'année précédente. Ainsi, les stocks contribuent positivement à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,2 point après. Au total, en 2017, l'investissement des entreprises et le stockage contribuent à hauteur de + 0,8 point à la croissance du PIB, après + 0,1 point en 2016.

Finalement en 2017, les dépenses totales d'investissement et de consommation des administrations publiques progressent au même rythme qu'en 2016 (+ 1,4 % en euros constants). En complément de tous ces chiffres, Il faut également remarquer que la dette publique du pays atteint 98% du PIB à la fin du premier trimestre 2018.



L'évolution de la France en chiffres, de 2013 à 2017

b. Comparaison aux autres pays

La France a perdu sa position de cinquième puissance économique mondiale, notamment dépassée par l'Inde, et est donc aujourd'hui la septième puissance économique mondiale. Elle reste cependant, derrière l'Allemagne et le Royaume-Uni, la troisième puissance économique européenne. Pourtant, depuis quelques années, la croissance des autres pays de la zone euro est supérieure à celle de la France, et cet écart se creuse, notamment avec ses pays voisins. Sur les quatre dernières années, le déficit de la croissance est estimé à trois pourcents du PIB, soit environ 65 milliards d'euros, ce qui n'est pas négligeable. La diminution très lente du taux de chômage en France s'explique notamment par cela, ce déficit impactant directement la création d'emplois. Cela représente également 30 milliards d'euros de rentrées sociales et fiscales en moins, ce qui explique que les finances publiques de notre pays aient du mal à s'améliorer, et que notre situation économique soit si complexe.

Pour ce qui est du niveau de vie moyen annuel, il s'élevait en 2014 à 24.982 euros en France, contre 18.500 euros au niveau européen, plaçant ainsi l'Hexagone devant l'Allemagne et à hauteur du Royaume-Uni. Quant au taux de pauvreté, celui de la France (14%) est inférieur à la moyenne européenne (17%). En Allemagne et au Royaume-Uni, pourtant mieux lotis en matière de chômage, le taux de pauvreté atteint 17%.

Sur le sujet de la protection sociale, qui représente un pourcentage non négligeable dans le PIB (en moyenne, dans l'Union Européenne, la part des dépenses de protection sociale dans le PIB d'un pays est de 28,7%), on constate les chiffres suivant : En France, cette part est supérieure à la moyenne et atteignait 34,3% en 2017. Cependant la France n'est pas le seul pays à dépasser la barre des 30%, il y a également le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Belgique et l'Autriche. Ces pays sont à l'opposé de l'Irlande ou de la Pologne par exemple, pays où les dépenses sociales sont bien plus faibles par rapport à la richesse du pays.

Le premier poste de dépense des ménages européen, en 2015, était le logement, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Les dépenses liées au logement (loyers, chauffage, eau, gaz, électricité et équipements) représente tous les ans environ 23% de la consommation effective des ménages. À ce niveau là, la France se situe dans la moyenne européenne, tout comme pour le transport, qui se situe en deuxième position dans les postes de dépense des ménages (9.7% pour la France, 10,2% pour l'EU). On trouve des chiffres assez similaires au niveau de l'alimentation (10% pour la France, 9.7% pour l'EU).

Le Produit Intérieur Brut de la France la place aujourd'hui la place à la sixième place mondiale, derrière l'Allemagne, qui distance notre pays de plus d'un milliard de dollars américains. Le Produit Intérieur Brut à parité du pouvoir d'achat pour la France sur l'année 2018, ce qui place notre pays à la 10e place mondiale, juste derrière le Royaume-Uni (68 milliards \$US en plus).

L'Indice de Développement Humain de notre pays fait partie des vingt-cinq pays dont l'IDH est le plus élevé au monde. Elle a perdu des places dans ce classement ces dernières années, au profit de pays asiatiques notamment. Cependant, sur un total de presque 200 pays, cette place reste très bonne et montre un certain maintien du pays. Le chômage, quand à lui, est l'un des plus élevés de l'Union Européenne avec 8,5%. A titre comparatif, ce taux est de 7% en Allemagne, et 13% au Royaume-Uni. La France n'est pas donc le pire élève sur ce sujet, mais elle doit faire face à cet énorme défi, qui plombe notamment son économie.

Indicateurs généraux (2018)

Pays	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie
PIB (milliard d'euros)	2 925	3 677	2 808	1 437	1 858
PIB par habitant (\$)	43 720	51 760	39 720	38 090	40 030
IDH	0,901	> 0,94	0,892	0,891	0,887
Chômage	8,5%	3,8%	5,7%	17,2%	11,8%
Inflation	2,2%	1,7%	1,6%	2%	1,2%

Indicateurs généraux de la France et de ses voisins (2018)

c. Prévisions pour 2019

Selon Jacques Creyssel (délégué général de la Fédération du commerce et de la distribution), il pourrait y avoir de nombreuses faillites en ce début d'année, notamment à cause du mouvement des Gilets Jaunes. Cependant, toujours dans le domaine du commerce, il y aura également du bon grâce à l'apparition des magasins avec caisses automatiques, ouverts 24h/24 et également d'une taxe de 3% sur le chiffre d'affaire des commerces en ligne.

Le principal moteur de la croissance française devrait venir du pouvoir d'achat. l'INSEE se montre quelque peu optimiste à cet égard : la hausse de la prime d'activité, la baisse de la CSG pour les retraités modestes et la défiscalisation des heures supplémentaires devraient se traduire par une hausse de 0,5 point du revenu disponible des ménages. Comme cet organisme n'anticipe pas de remontée des prix du pétrole à court terme, le pouvoir d'achat devrait nettement augmenter, avec un

acquis de 2% à mi-2019, plus qu'en 2018 (+1,4% sur l'année). Reste à voir cependant comment cet élan de pouvoir d'achat se traduira dans le comportement des ménages français. Au dernier trimestre 2018, la hausse du pouvoir d'achat a surtout engrangé un rebond du taux d'épargne plutôt que des dépenses de consommation. Le moteur des entreprises commence à s'essouffler aussi : l'investissement des entreprises devrait continuer à progresser de + 0,6 % par trimestre jusqu'à l'été. Mais il est à noter que le rythme est plus faible qu'en 2018 et 2017. La production industrielle, faute de débouchés, devrait stagner au premier semestre de notre année 2019. Et si nous devons parler du commerce extérieur, il est possible qu'il doive peser une nouvelle fois peser négativement sur l'activité. Conséquence : les entreprises ne devraient créer que 64 000 emplois au premier semestre 2019, après 107 000 emplois en 2018... Dans l'industrie, les effectifs devraient repartir dans le rouge. Après avoir créé des emplois entre mi-2017 et mi-2018, le secteur devrait à nouveau supprimer 7 000 emplois début 2019. On prévoit également une perte d'emploi plus ou moins importante dans le secteur de l'intérim.

d. Prévisions pour 2030

Rang	Pays	PIB (en milliards de \$)	% du PIB mondial
1	 Chine	26,867	19,7%
—	 Union européenne	23,450	17,2%
2	 États-Unis	22,147	16,2%
3	 Inde	11,044	8,1%
4	 Japon	5,527	4,0%
5	 Allemagne	5,374	3,9%
6	 France	5,048	3,7%
7	 Russie	4,243	3,1%
8	 Brésil	3,828	2,8%
9	 Indonésie	3,747	2,7%
10	 Turquie	3,322	2,4%
11	 Royaume-Uni	3,037	2,2%

Prévisions économiques pour 2030

Selon certaines estimations, notamment celles disponibles sur Wikipédia, la France passerait à 3,7% du PIB mondial, se classant 6ème, à l'horizon 2030. À cette même échéance, l'Union Européenne serait passée devant les États-Unis, avec 1% de plus dans le PIB mondial que ce dernier. Ces prévisions, qui se révéleraient bénéfique pour notre pays, montreraient également la perte de puissance des États-Unis, pays qui a été la première puissance pendant longtemps, et surtout un modèle pour des pays comme le nôtre. Cela montrerait également une certaine réussite du projet "Union Européenne", dont le succès était souvent mitigé jusqu'ici.

Conclusion

Après avoir avoir présenté les différents indicateurs de l'économie, reconstruit l'histoire de l'économie française et parlé de l'état actuel de son économie, il est désormais temps de conclure sur cette recherche. Tout d'abord, on a pu constater le nombre d'indicateurs économiques, de développement, et autres indices sur la "santé", d'un pays choisi. De plus, on a pu voir leur fiabilité au fur et à mesure du temps. Après cela, nous avons pu constater que l'économie de la France a eu une forte croissance pendant la période 1945 - 1976 qui a permis à celle-ci de rebondir après les deux guerres mondiales notamment en matière d'avancées technologiques. Par la suite, les chocs pétroliers et les différentes crises économiques ont énormément fait grimper le taux de chômage, ce qui a eu un impact sur le taux de croissance du pays. Le taux de chômage de la France ne descend désormais plus en-dessous de 8 à 9%, et le taux de croissance du pays ne dépasse pas les 1 à 1.5%.

Sitographie

<https://www.economie.gouv.fr/facileco/120-000-ans-dhistoire>

<http://ses.ens-lyon.fr/articles/leconomie-francaise-2019-introduction>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3353488>

<https://www.latribune.fr/economie/france/pourquoi-l-economie-francaise-s-essouffle-794442.html>

<https://www.alternatives-economiques.fr/publication/letat-de-leconomie-2018/197001010100-00083156.html>

https://www.economie.gouv.fr/files/finances/presse/dossiers_de_presse/081219relance_economie.pdf

<https://www.contrepoints.org/2018/04/06/313417-non-la-france-nest-plus-la-5e-puissance-mondiale>

<https://www.journaldunet.com/management/conjoncture/1040948-pib-de-la-france/>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=28>

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_\(PPA\)#Estimations](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_pays_par_PIB_(PPA)#Estimations)

<https://knoema.fr/atlas/France/topics/Économie>

<https://www.youtube.com/watch?v=3Jhojggseu8>

<https://www.populationdata.net/palmares/idh/>

<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/pib-ppa/>

<https://www.journaldunet.fr/patrimoine/guide-des-finances-personnelles/1209268-classement-pib/>

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/3550563>

Ainsi que le livre "L'Économie française en 2019"